

Actions anti-OGM : Communiqué de presse de la section locale CGT-INRA Orléans et de l'Union Départementale CGT du Loiret

Nous apportons notre soutien aux personnes convoquées au Tribunal d'Orléans, même si nous ne partageons pas l'ensemble des positions des militants anti-OGM.

Nous comprenons le geste de révolte des faucheurs et nous pensons comme eux que les agriculteurs ne doivent pas devenir irrémédiablement dépendants des trusts agro-alimentaires dont ils ne seraient plus que des sous-traitants.

Mais pour nous, toutes les actions anti-OGM ne sont pas similaires à l'affaire présente où sont en jeu les intérêts de la multinationale Monsanto. Nous tenons à rappeler que nous dénonçons les destructions à plusieurs reprises d'essais publics de recherche concernant des Organismes Génétiquement Modifiés.

En tant que travailleurs à l'INRA, nous considérons les OGM et la transgénèse comme un outil performant et indispensable pour améliorer nos connaissances. Un outil est un outil et il ne viendrait à personne l'idée de dire qu'un marteau est bon ou mauvais : tout dépend de l'utilisation qui en est faite ! Le marteau est bon dans la main d'un charpentier construisant une charpente ; il est horrible dans les pattes du bourreau qui torture un guitariste. C'est donc bien l'utilisation qui est faite de l'outil qui détermine sa valeur morale.

Ce qui est vrai c'est qu'un outil est plus ou moins facile à manier. Plus il est complexe et plus sa manipulation demande de réflexion et de compréhension. C'est pourquoi, avant de faire des OGM des « outils » de consommation courante pour les bricoleurs du vivant qui préfèrent souvent le bruit du billet vert au chant des oiseaux, il convient de l'étudier, de le comprendre et d'en fixer les limites d'utilisation. Pour nous, la destruction des essais OGM de type « recherche » va à l'encontre de cette nécessité de compréhension. Ainsi, dans ce débat surmédiatisé et donc manichéen "pour ou contre les OGM", nous renvoyons dans un premier temps dos à dos les « pour » qui hurlent à l'obscurantisme et les « contre » qui manquent de discernement.

Les premiers, hissant bien haut la flamme de la connaissance et du progrès, n'ont très souvent d'autre but que d'ouvrir de nouveaux marchés, d'augmenter leurs bénéfices et de nous emmener toujours plus loin dans la logique de surconsommation.

Les seconds, lorsque la colère et la peur les aveuglent, confondent un essai OGM scientifique visant justement à évaluer la dangerosité de l'outil avec un essai OGM à but commercial !

La bêtise est comme les marchands de canon : elle propose ses services au deux camps sans état d'âme. Mais, comme nous l'avons dit plus haut, si nous renvoyons dans un premier temps les deux partis dos à dos, nous considérons également que leurs motivations ne sont pas à mettre sur le même plan.

Pour nous, les premiers ont tort car ce n'est pas la recherche du bien commun qui les motive et parce que la prudence n'est pas au cœur de leur réflexion.

Les seconds ont également tort car la peur seule ne permet pas d'éviter le danger si on refuse de le regarder en face, de le comprendre et de l'analyser. Ils ont tort également car peu d'actions humaines sont totalement inoffensives : de tous temps, l'homme a orienté l'évolution de son milieu en sélectionnant des variétés de plantes cultivées et des races d'animaux.

Mais cependant, nous partageons avec eux la conviction que l'argent ne doit pas tout diriger et ne doit pas dicter au citoyen comment vivre et ce qu'il doit manger. Nous pensons également comme eux que la désobéissance civile est parfois utile. Qui est intellectuellement le plus violent ? Celui qui fabrique un produit pour en imposer la production et la consommation ou bien celui qui le détruit parce qu'il refuse ce diktat ?

Enfin, en tant que personnels de la recherche, nous partageons avec les faucheurs de profondes inquiétudes sur l'indépendance de la recherche publique lorsque ses travaux sont largement financés par une entreprise qui fabrique justement le produit mis sur la sellette...

Notre combat est tourné contre le capitalisme qui se moque de l'intérêt des populations et bafoue régulièrement les principes de précaution élémentaires. C'est pourquoi nous étions résolument opposés à la levée du moratoire qui vient d'avoir lieu mais que nous sommes tout aussi résolument favorables à la poursuite des expérimentations. Toutes les pistes sont bonnes à explorer. Nous voulons savoir quels sont les progrès que peuvent apporter les OGM et quels en sont les dangers réels. C'est sur cette base que nous pourrions nous prononcer vis-à-vis des OGM eux-mêmes et des différentes applications en matière agronomique, médicale, ...

Pour ces raisons, nous refusons de nous définir comme anti-OGM, mais nous sommes solidaires de militants en butte à la répression alors que leurs motivations sont le bien commun face à un gouvernement et à des multinationales au service d'intérêts qui sont quant à eux définitivement illégitimes.

Argumentaire détaillé à l'appui du communiqué de presse sur les OGM de la section locale CGT-INRA Orléans et de l'Union Départementale CGT du Loiret

Nous apportons notre soutien aux personnes convoquées au Tribunal de Grande Instance d'Orléans, même si nous ne partageons pas l'ensemble des positions des militants anti-OGM.

A cette occasion, nous dénonçons une nouvelle fois la récente décision de la Communauté Européenne, approuvée par le gouvernement français, de lever le moratoire sur les cultures OGM, malgré les réticences de l'AFSSA (Agence Française de Sécurité Sanitaire des Aliments). Face à un pouvoir politique et à des intérêts économiques sourds aux interrogations de la population, la judiciaireisation du débat sur les OGM ne résoudra rien et participera au contraire à la criminalisation croissante de l'action syndicale à laquelle on assiste ces derniers mois.

Il est incontestable que les OGM constituent aujourd'hui pour quelques firmes multinationales un vecteur pour aller plus loin dans l'appropriation du vivant à des fins lucratives. C'est le cas notamment de Monsanto concernée par l'affaire présente. Nous rappelons que nous avons toujours combattu le brevetage du vivant, gènes inclus. Monsanto, Novartis, Sanofi-Aventis et consorts, ont dans une période récente investi et largement remodelé le marché des semences et entendent maintenant mettre à profit les OGM pour imposer un mode de culture à toute la planète. Ces multinationales en font une machine de guerre économique contre les agriculteurs, et, guidées uniquement par le profit et par la recherche des créneaux les plus juteux, elles se soucient peu des intérêts des populations, tout comme de leurs salariés (comme le montrent les dernières restructurations opérées dans ce secteur économique).

Dans ce contexte, il est clair pour nous que les réactions de défense qu'elles suscitent et qui se sont traduites dans le Loiret par un fauchage d'un champ OGM le 14 août dernier ne peuvent pas légitimement faire l'objet de poursuites. La responsabilité est dans les mains d'un gouvernement qui couvre le débat d'un silence complaisant envers les multinationales de l'agro-alimentaire.

Pour autant, nous ne pouvons pas nous retrouver entièrement dans la déclaration de soutien telle qu'elle a été formulée.

Cette dernière fait notamment référence sans distinction à "plusieurs autres actions similaires en France". Mais pour nous, justement, toutes les actions ne sont pas similaires à l'affaire présente, et nous dénonçons la destruction à plusieurs reprises d'essais publics de recherche concernant des Organismes Génétiquement Modifiés.

De tels actes entretiennent l'amalgame qui est fait entre recherche publique et intérêts privés et risquent ainsi d'alimenter une campagne anti-scientifique, elle aussi croissante ces dernières années. Celle-ci va à l'encontre d'une information fondée qui doit être mise à la disposition de l'ensemble de la population. De tels actes ne peuvent que brouiller encore un peu plus la discussion sur OGM et transgénèse, leurs potentialités et dangers, pour le plus grand profit de ceux qui entendent en faire une machine de guerre économique.

Nous pouvons comprendre la colère de ceux qui entreprennent ces actions car il est vrai que nos dirigeants cherchent depuis longtemps à réduire le rôle des organismes de recherche publique à une simple et unique contribution à la compétitivité internationale des filières et à une aide à la conquête de parts de marché. Mais, pour notre part, nous pensons que ce combat ils ne l'ont pas encore gagné, car il ne faut pas oublier que ces organismes de recherche sont aussi composés de salariés qui ne souhaitent pas se voir réduire à ce rôle (... tout comme les multinationales de l'agro-alimentaire ne se réduisent pas à leurs patrons et à leurs actionnaires).

C'est pourquoi nous exigeons que tous les moyens soient donnés à la recherche publique pour garantir son indépendance et la transparence sur ces questions. Pour nous, seul un institut public à caractère national (non régionalisé), avec des personnels sur statut de fonctionnaire d'Etat permet d'entreprendre des recherches impartiales. Face à l'inconnu, c'est bien la mission d'un service public de recherche que de produire de nouvelles connaissances à caractère fondamental ou appliqué et de fournir sur une question telle que celle des OGM des données scientifiquement fondées qui permettront aux citoyens de se prononcer en connaissance de cause.

Pour notre part, nous refusons donc de nous situer en tant que pro ou anti-OGM. Notre combat est tourné contre le capitalisme qui se moque de l'intérêt des populations et bafoue régulièrement les principes de précaution élémentaires. C'est pourquoi nous sommes résolument opposés à la levée du moratoire mais que nous sommes tout aussi résolument favorables à la poursuite des expérimentations. Toutes les pistes sont bonnes à explorer. Nous voulons savoir quels sont les progrès que peuvent apporter

les OGM et quels en sont les dangers réels. C'est sur cette base que nous pourrions nous prononcer vis-à-vis des OGM eux-mêmes.

Le danger n'est pas de modifier génétiquement un organisme mais de commercialiser des produits sans prendre le temps d'en évaluer les conséquences pour l'homme et l'environnement. Les OGM n'échappent pas à la règle, mais fondamentalement, le risque provient de la course au profit et de la logique de marché. Et cela n'est pas limité aux seuls OGM, c'est vrai pour les pesticides, les herbicides, les fongicides, souvent aux mains des mêmes !, ... et dans bien d'autres domaines encore.

La quête légitime de productivité, avec la conquête de la sécurité alimentaire (au sens auto-suffisance) dans les pays occidentaux, n'était pas obligée de conduire fatalement à un productivisme acharné ne se souciant ni de l'homme ni de la nature. C'est tout le décalage qui peut exister selon qu'on assigne à une production d'être avant tout socialement utile ou d'être avant tout une marchandise qui génère un profit individuel. N'est-ce pas en dernière analyse le monde de la finance et sa course au profit qui est venue parasiter la logique du développement agricole depuis la guerre ?

De ce point de vue, on peut également dénoncer certaines positions pro-OGM qui prétendent que les OGM sont nécessaires pour résoudre la faim dans le monde, alors qu'on stocke des millions de tonnes de surplus alimentaires que ne peut pas absorber le marché ... solvable. Certains pourront peut-être être utiles mais la faim dans le monde peut être éradiquée sans recours aux OGM ! Et en outre, Monsanto et consorts sont bien loin de se fixer ce but ! Pour régler la faim dans le monde, il s'agit de s'en prendre à un système particulièrement inique de production et de redistribution des richesses, basé sur des politiques impérialistes qui pillent les ressources de nombreux pays en ne laissant que quelques miettes aux populations et en alimentant des dirigeants corrompus !

Le but des sociétés d'agro-chimie comme Monsanto ou Novartis est plus souvent de se réserver le marché des semences et des herbicides. Ce qui explique qu'environ les trois quarts des surfaces cultivées en OGM le sont avec des semences tolérantes à un herbicide provenant des mêmes industriels. Comme pour l'ensemble des recherches, les OGM qui pourraient être socialement utiles (s'ils s'avèrent réellement sans danger) sont les parents pauvres en terme d'investissements, surtout s'ils ne s'adressent pas à un marché rentable et répondent à une demande non solvable ou uniquement "sociétale". De la même façon, il est scandaleux de voir la recherche médicale dépendre de la générosité de la population, pour qui la solidarité est heureusement encore une valeur importante.

L'enjeu pour l'agriculture se limite-t-il à empêcher la "pollution" de cultures labellisées et biologiques (qui utilisent parfois l'agent "insecticide bio" auquel on a "piqué" le gène pour le mettre dans un végétal OGM) ? Dans le cadre de l'économie de marché et des politiques libérales, le "Bio" restera-t-il un marché minoritaire dont les produits de qualité seront inaccessibles à toute une partie de la population ou les actionnaires des grandes firmes se repositionneront-ils en apportant avec eux leur lot de dérives, de non-respect des règles, ... ? Il suffit de voir déjà comment, à grand coup de marketing, des produits existants sont rebaptisés, relookés aux couleurs du terroir et du naturel pour mettre en confiance le consommateur. L'enjeu est bien le développement de la sécurité alimentaire dans le cadre d'une agriculture durable, et d'une production agro-alimentaire, respectueuses de la santé et de l'environnement ... et cela au service de tous et sans se limiter aux préoccupations des pays occidentaux.

Par ailleurs, les OGM s'avéreront-ils tous inutiles ou tous révolutionnaires ? S'avéreront-ils tous inoffensifs ou tous dangereux ? La situation n'est pas et ne sera pas aussi simple, même si, à travers le prisme déformant des grands médias, le débat prend parfois des allures caricaturales entre pro et anti-OGM.

Un organisme biologique dans sa globalité ou un écosystème sont des objets d'étude complexes qui demandent un minimum d'humilité et qui ne permettent pas aujourd'hui des positions péremptoires. Dans un passé récent ou plus lointain, les découvertes du prion, ou encore des éléments transposables, montrent qu'il n'est pas toujours facile, même pour un scientifique, d'admettre ce qui bouleverse des connaissances fossilisées en certitudes. Ces exemples incitent à la prudence avant d'émettre des avis catégoriques. Mais en tout état de cause, sans même parler d'applications, les OGM constituent déjà un formidable outil à des fins de recherche !

La vérité du scientifique c'est sa démarche car ses connaissances ont toutes une valeur plus ou moins provisoire. Néanmoins l'inconnu et le doute ne doivent pas non plus nous rendre frileux dans une société sclérosée par le risque zéro, dont il maintenant banal de dire qu'il n'existe pas (il s'agit toutefois de pouvoir justifier un risque qui n'est pas minime dans la bouche de certains !). Si on voulait être provocateur, avec la même logique, un chinois ou un américain ne pourrait-il pas s'interroger sur la nécessaire interdiction des fromages au lait cru potentiellement vecteur de listérioses dont il est établi qu'elles ont déjà fait beaucoup de victimes. Il faut en fait sortir des errements et tergiversations de

politiciens balançant entre ouverture de parapluie à des fins électoralistes et protection des intérêts dits économiques.

A ce stade, la question n'est plus scientifique, elle est politique : dans l'état des connaissances à un moment donné (donc toujours en relative ignorance face à ce qui n'est pas connu), à qui revient légitimement de prendre la décision du passage de la recherche à l'application ? Est-ce au conseil d'administration de Monsanto ou à la population qui subit les conséquences des choix effectués ? Ceux qui n'ont d'autre choix que de vivre de leur travail produisent collectivement les richesses, mais ce sont les grands patrons et les gros actionnaires qui, en dernière analyse, décident des choix déterminants pour la vie de la société toute entière. Ce devrait être une question de choix collectifs assumés collectivement, que les conséquences soit positives ou négatives. La démocratie doit elle s'arrêter aux portes des entreprises et des conseils d'administration ? La CGT s'inscrit dans cette lutte pour la démocratie sociale et pour que le monde du travail ait collectivement prise sur la décision.

Derrière les positions anti-OGM on trouve des interrogations qui demandent une réponse avant de pouvoir envisager de passer de la recherche à l'utilisation. Mais chez certains on retrouve également un fond d'obscurantisme duquel nous souhaitons nous démarquer clairement. Mettre tous les OGM dans le même sac, en faire une seule "entité morale", n'est pas une position toujours fondée sur l'existence de propriétés intrinsèques à tous les OGM (comme par exemple dans les premiers temps de la technique de transgénèse, les questions soulevées par l'utilisation de gènes de résistance aux antibiotiques pour les sélectionner, même si là encore le problème était bien loin d'être réductible aux OGM).

Certaines positions sont plus motivées par une vision mystique et rétrograde dans laquelle l'homme risque une sorte de sanction divine pour avoir prétendu jouer avec les lois de la Nature.

Cet anti-rationalisme fleurit plus facilement sur le terrain préparé par la bascule qui s'est opérée dans une partie de l'"opinion publique". Pendant longtemps, l'image d'Epinal consacrait les scientifiques Dieux de l'Olympe au-dessus du commun des mortels. Ils n'étaient pas des êtres humains appliquant simplement à leur champ d'étude une démarche rationnelle accessible à tous pour peu d'avoir eu la chance d'être formé, mais des savants face aux ignorants qui n'ont plus quant à eux qu'à se taire. Combien de pseudo-experts médiatiques en ont profité pour enseigner le fatalisme et l'obéissance expliquant qu'il ne s'agissait pas de décisions politiques mais là aussi de lois de la nature (qui a décidément bon dos pour recevoir les projections idéologiques de la société des hommes) ? Les scientifiques étaient considérés sans conteste comme les garants du progrès, à tel point qu'on ne pouvait pas vendre une lessive sans une blouse blanche.

Ces dernières années, par un effet de balancier tout aussi préjudiciable, les scientifiques, en particulier en recherche agronomique, ont commencé à se voir diabolisés et à endosser les habits de l'apprenti-sorcier irresponsable faisant courir au genre humain le risque de voir s'abattre la malédiction éternelle. Même s'il est vrai que personne ne conteste les progrès apportés dans le domaine médical, comme par exemple avec la production d'insuline ou d'hormone de croissance, il n'y a rien d'étonnant, dans ce contexte, à ce que ce soit l'idée même de manipulation génétique qui soit devenue impie. Pourtant, la transgénèse n'est une nouveauté qu'en tant que technique et non en tant que finalité, à tel point qu'il a parfois été très difficile de retrouver l'origine naturelle de plantes cultivées.

Nous ne sommes pas sûrs que tous ceux qui se définissent comme anti-OGM répondraient de la même façon aux questions : êtes-vous contre la manipulation du génome ? Contre une technique particulière de manipulation ? Contre la violation d'un principe de précaution face à un produit nouveau ? Contre l'usage particulier qui est fait d'une nouvelle technologie ?

L'arbre transgénétique cache maintenant la forêt des problèmes généraux, qui se posent avec ou sans OGM, et qui pour la plupart continuent leur petit bonhomme de chemin hors des lumières médiatiques. Pour ne prendre qu'un exemple, combien de personnes, amoureuses du naturel et craignant la dissémination d'un gène étranger dans l'environnement, ne se posent pas beaucoup de questions pour introduire dans un écosystème des milliers de gènes co-adaptés d'un coup, c'est-à-dire un animal ou un végétal qu'ils ont trouvé sympa lors de leur dernier voyage exotique ? Les conséquences peuvent être catastrophiques même si l'espèce introduite met en œuvre des processus tout à fait naturels.

Néanmoins, il ne faudrait pas croire que cette bascule de l'"opinion publique" soit sans fondement, bien au contraire ! Elle traduit le simple fait que la population ait été échaudée par les affaires de la vache folle, du sang contaminé, de la dioxine, de l'amiante, ... Cette méfiance est le fruit de l'expérience et est légitime. Mais, pour la CGT, la lutte consciente des salariés pour la défense de leurs intérêts matériels et moraux nécessite de faire la part des choses entre le circonstanciel et le structurel et de mettre en lumière la responsabilité de la course au profit, commune à bien des affaires et des crises du système.

On peut par exemple poser la question de la pertinence et des motivations du recours aux farines animales, aujourd'hui interdites, pour engraisser les animaux d'élevage, et gagner, entre autres, dix jours sur l'élevage d'un poulet (sans parler d'y recycler illégalement de vieilles huiles de friture ou provenant de transformateurs au pyralène, comme cela avait été le cas en 1999 pour les millions de poulets belges contaminés par la dioxine). Mais la crise de la vache folle n'est pas née d'une violation des lois de la nature comme on l'a trop mis en avant pour servir de paravent, mais bien de la logique du profit et du marché. La modification du procédé de fabrication qui a été effectuée en Grande-Bretagne pour faire des économies n'a plus permis de détruire le prion. Les cadavres des vaches mortes de l'ESB ont "logiquement" été utilisés pour faire de nouvelles farines et alimenter l'engrenage. Lorsque les autorités britanniques ont fini par les interdire après avoir été sourdes à des arguments qui étaient préjudiciables aux intérêts économiques, les cours se sont effondrés et les pays voisins se sont empressés d'acheter un produit à un prix intéressant avant que n'arrive l'interdiction en Europe. Voilà comment l'épidémie s'est propagée, en toute légalité, sans ne plus pouvoir plaider l'ignorance.

Pour toutes ces raisons, nous ne voulons pas nous définir comme anti-OGM, mais nous sommes solidaires de militants en butte à la répression alors que leurs motivations sont le bien commun face à un gouvernement et à des multinationales au service d'intérêts qui sont quant à eux définitivement illégitimes.